



# DECISIONS PRESENTES LORS DU

# CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2017

**Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)



## Décisions présentées au Conseil Municipal du 20 septembre 2017

DM17_69	30/05/2017	Régie d'avances pour les frais de mission et de représentation des élus - Modification de la liste des dépenses autorisées
DM17_70	30/05/2017	Clôture de la régie d'avances pour l'achat de pièces informatiques et bureautiques détachées
DM17_71	31/05/2017	Exercice du droit de préemption urbain sur un appartement sis 10 rue des Bergeries à Noisy-le-Sec
DM17_72	19/05/2017	Approbation de l'avenant à la convention de production d'œuvres passée entre Béatrice BALCOU et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_73	19/05/2017	Approbation de la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur entre Achim LENGERER et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain
DM17_74	14/06/2017	Avenant n°1 et 2 à la convention tripartite avec le théâtre des Bergeries et le cabinet Laurent Frölich - recours contre la société Périn titulaire du marché de surveillance 201/4550
DM17_75	15/06/2017	Marché public n°2013/4495 Prestations de maintenance, de réparation et de remise à niveau règlementaire et technique des appareils élévateurs de la Ville de Noisy-le-Sec - Approbation de l'avenant n° 4 au contrat signé avec la société A2A
DM17_76	20/06/2017	Procédure adaptée n° 2017/4617 Travaux d'aménagement d'une aire de jeux au stade Huvier - Lot 1: VRD traitement des sous sols et réalisation de la plateforme - Approbation du contrat avec la société Alliance TP
DM17_77	29/06/2017	Procédure adaptée n°2017/4615 travaux de construction de clôtures et de signalisations verticales sur différents sites. Lot 1 : travaux de construction de clôtures. Approbation du contrat avec la société Environnement Services.
DM17_78	29/06/2017	Procédure adaptée n°2017/4615 travaux de construction de clôtures et de signalisations verticales sur différents sites. Lot 2 : Fournitures et poses de signalisation verticale. Approbation du contrat avec la société Lacroix.
DM17_79	20/06/2017	Mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation au profit de M. Achim LENGERER
DM17_80	20/06/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passé entre Sébastien PLUOT et la ville pour la galerie centre d'art contemporain (Exposition : " A House of stone ")
DM17_81	21/06/17	Approbation de la convention dans le cadre d'une résidence artistique de commissaire d'exposition passée entre Maud JACQUIN et la ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : "A House Of Stone")

## Décisions présentées au Conseil Municipal du 20 septembre 2017

DM17_82	30/06/2017	Exercice du droit de préemption urbain sur un pavillon sis 30 rue de Merlan à Noisy-le-Sec
DM17_83	03/07/2017	Migration du logiciel POLICE - Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence - Approbation du contrat signé avec Edicia
DM17_84	03/07/2017	Procédure adaptée n°2017/4618 Travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec - Lot 3 : Equipements sportifs (tribune modulaire, paniers de baskets, buts de hand, écran d'affichage) - Approbation du contrat avec la société KIP SPORT
DM17_85	03/07/2017	Procédure adaptée n°2017/4618 Travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec - Lot 1 : VRD - désamiantage - gros œuvre - second œuvre - Approbation du contrat avec la société Alter Bâtiment
DM17_86	03/07/2017	Procédure adaptée n°2017/4618 Travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec - Lot 2 : Electricité - ventilation - sanitaire - Approbation du contrat avec la société R2ET
DM17_87	03/07/2017	Marché public n°2017/4511 Dépannage, maintenance et travaux des bâtiments communaux - Lot n° 10: Dépannage, maintenance et travaux de menuiseries extérieures - Approbation de l'avenant n° 2 au contrat signé avec la société FMD
DM17_88	05/07/2017	Procédure adaptée n° 2017/4612 Prestations préalables à la réalisation d'opérations de gestion et de transaction foncières et immobilières - Lot 2 : réalisation de diagnostics - Approbation du contrat avec la société Qualiconsult
DM17_89	06/07/2017	Demande de subvention régionale dans le cadre du bouclier sécurité pour l'extension du système de vidéo protection
DM17_90	10/07/2017	Procédure adaptée n° 2017/4612 Prestations préalables à la réalisation d'opérations de gestion et de transaction foncières et immobilières - Lot1 : prestations de géomètres - Approbation du contrat avec la société Geofit Expert
DM17_91	11/07/2017	Procédure adaptée n° 2017/4614 Contrôles alimentaires par analyses bactériologiques - Approbation du contrat signé avec le laboratoire AGROBIO
DM17_92	03/07/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre et de cession de droit de diffusion passée entre Emmanuelle LAINE et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (convention culture et société)
DM17_93	10/07/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'Association DEBRIDES et la Ville pour le Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures") - Abrogation de la décision n° 17_68

## Décisions présentées au Conseil Municipal du 20 septembre 2017

DM17_94	10/07/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition " <i>A House of Stone in a metropolis using all available lightning inhabited by those who invite others</i> ")
DM17_95	10/07/2017	Approbation de la convention de cession de droits passée entre Géraldine GOURBE et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_96	18/07/2017	Demande de subvention régionale dans le cadre du bouclier sécurité pour l'extension du système de vidéo protection - décision abrogeant décision n°17_89 du 06 juillet 2017
DM17_97	13/07/2017	Approbation de la convention de partenariat passée entre le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_98	26/07/2017	Maintenance technique de la liaison d'alarme Police B2P Ramsès Evolution II, approbation du contrat signé avec la société GS4
DM17_99	01/08/2017	Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence - marché n° 17/4625 Approbation du contrat signé avec AATLANTIDE Objet: acquisition et maintenance d'un module informatique "Acteur DM" pour la gestion des dossiers médicaux
DM17_100	21/07/2017	Approbation du contrat de cession passée entre l'Association "Universal Music Ensemble" et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_101	02/08/2017	Procédure adaptée n°2017/4617 - Travaux d'aménagement d'une aire de jeux au Stade Huvier - Lot 2 : aménagement d'une aire de jeux - Approbation du contrat avec la société GOGY
DM17_102	07/08/2017	Marché public n° 2015/4569 - Entretien des Espaces verts, squares, mails et espaces et espaces sportifs de la ville de Noisy-le-Sec - Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec la société PINSON
DM17_103	07/08/2017	Marché public n° 2013/4486 Prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI, diagnostic amiante et études géotechniques - Lot n°3 : Missions de coordination système de sécurité incendie - Approbation de l'avenant n° 1 au contrat signé avec la société QCS SERVICES
DM17_104	23/08/2017	Procédure adaptée N° 2017/4616 Entretien des vêtements haute visibilité des agents communaux Approbation du contrat conclu avec l'ESAT " LES ATELIERS DES GEMEAUX"
DM17_105	24/07/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre HELENE DELEAN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains dans mes Chaussures")
DM17_106	21/07/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Vanessa DESCLAUX et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains dans Mes Chaussures")




**Décisions présentées au Conseil Municipal du 20 septembre 2017**

DM17_107	23/08/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre BEN KINMONT et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "A HOUSE OF STONE")
----------	------------	---

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/05/2017  
 Reçu en préfecture le 30/05/2017  
 Affiché le   
 ID : 093-219300530-20170530-DM17\_69-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE D'AVANCES POUR LES FRAIS DE MISSION ET DE REPRESENTATION DES ELUS, RESPONSABLES ADMINISTRATIFS.

### MODIFICATION DE LA LISTE DES DEPENSES AUTORISEES.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 24 MAI 2017

DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : La décision D12/314 du 20 février 2012 est modifiée comme suit

En son article 2 : Il est institué une régie d'avances auprès de la direction des finances de la ville de Noisy-le-Sec.

En son article 4 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Frais correspondants notamment aux repas, découchers, droits d'autoroutes et de stationnement, frais de carburant, petites réparations et menues dépenses ainsi qu'aux frais d'invitation ou d'organisation de repas dans des restaurants. Ces frais seront remboursés sur production des justificatifs originaux comportant la liste nominative des invités. Les états de frais devront être certifiés par le demandeur et visés par M. le Maire ou un Adjoint.
- Timbres fiscaux.
- Achats sur internet de pièces informatiques détachées pour la réparation de tablettes, de GSM, de vidéoprojecteurs, de PC, de chargeurs.....

En son article 7 : L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixée par son (leur) acte de nomination. Le régisseur titulaire, les mandataires suppléants et les mandataires seront désignés par le maire et sur avis du comptable.

Article 2 : Les autres modalités de la décision D12/314 du 20 février restent inchangées.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 MAI 2017

**P<sup>o</sup>/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE**

**L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative,**

**Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »**


**Dref MENDACI**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/05/2017  
Reçu en préfecture le 30/05/2017 N° **DM17\_70**  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170530-DM17\_70-BF

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### CLOTURE DE LA REGIE D'AVANCES POUR L'ACHAT DE PIECES INFORMATIQUES ET BUREAUTIQUES DETACHEES.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D15-179 du 27 août 2015, portant création de la régie d'avances pour l'achat de pieces informatiques et bureautiques détachées,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 24 mai 2017,

Considérant que les dépenses d'achats de pièces informatiques et bureautiques détachées seront désormais faites sur la régie d'avances frais de mission et qu'en conséquence l'existence de la régie d'avances pour l'achat de pieces informatiques et bureautiques détachées ne se justifie plus,

**DECIDE**

Article 1er : La régie d'avances pour l'achat de pieces informatiques et bureautiques détachées est clôturée.

Article 2 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 MAI 2017



**P<sup>r</sup>/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE**  
**L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative**  
**Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble**

**Dref MENDACI**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/06/2017 N° 17-71  
Reçu en préfecture le 01/06/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170531-DM17\_71-AR

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR UN APPARTEMENT SIS 10 RUE DES BERGERIES A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.210-1 et suivants, L.211-2, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.213-1 et suivants, R.213-14 et R.213-15 ;

Vu l'arrêté n° 2017-662 portant délégation à Monsieur Jean-Charles NEGRE, 2<sup>ème</sup> vice-président ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2012 ;

Vu la décision n° 2017/263, en date du 18 mai 2017, portant délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 10 rue des Bergeries à Noisy-le-Sec, parcelle cadastrée V 255 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en Préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération en date du 23 mai 2013 reçue en préfecture le 3 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal, n° 2011/12-05, en date du 15 décembre 2011, reçue en préfecture le 23 décembre 2011, relative à l'instauration d'un périmètre d'étude au sein de l'îlot « Bouquet-Bergeries » ;

Vu la délibération du Conseil Municipal, n° 2014/14-04.01, en date du 14 avril 2014, reçue en Préfecture le 17 avril 2014, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le Droit de Préemption Urbain ;

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° 2017-098, réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 13 mars 2017, dans le cadre du droit de préemption urbain renforcé, concernant la cession d'un appartement de 3 pièces, d'une surface habitable de 56,43 m² (lot 3), d'une cave (lot 14) et d'un garage (lot 20), sis 10 rue des Bergeries, implantés sur la parcelle cadastre V n° 255, appartenant à Madame ROEDERER Brigitte, au prix de 178 500 € (Cent soixante dix huit mille cinq cent euros) ;

Vu la délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 10 rue des Bergeries, à Noisy-le-Sec ;

Vu la demande de visite notifiée au propriétaire et à son mandataire le 11 mai 2017 conformément à l'article L. 213-2 et D. 213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme ;



Vu le courrier d'acceptation de la visite, suite à la demande de la mairie de Noisy-le-Sec, par la propriétaire, Madame ROEDERER Brigitte, en date du 12 mai 2017 ;

Vu la visite du bien en présence de Madame ROEDERER, propriétaire, Madame ESCRIBANO, France Domaine, Monsieur NGUYEN, Ville de Noisy-le-Sec et Monsieur HENON, Agence immobilière Guy Hoquet, en date du 16 mai 2017 ;

Vu le rapport contradictoire établi à la suite de la visite effectuée le 16 mai 2017, portant ainsi le délai d'instruction de la déclaration d'intention d'aliéner au 16 juin 2017 ;

Vu l'avis France Domaine en date du 17 mai 2017 ;

Considérant la volonté de la Ville dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables de renouveler les tissus mixtes d'habitat et d'activités des secteurs plus particulièrement accessibles par les transports en commun, et de favoriser la réalisation de programme de logements de qualité, intégré à l'environnement urbain du quartier,

Considérant la situation stratégique de ce bien, situé sur un îlot bâti délimité par les rues des Bergeries, du 19 mars 1962 et Saint-Denis, au sein du quartier Centre Ville Mairie et à proximité la gare RER, du futur conservatoire et de l'axe commercial majeur de la commune ;

Considérant la volonté de la Ville de reconstituer une centralité urbaine cohérente et de qualité au sein de ce secteur ;

Considérant l'opportunité pour la Ville de mener une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme dont la mise en œuvre nécessite de disposer d'une emprise cohérente ;

Considérant les études réalisées sur ce périmètre, préalables à la réhabilitation du secteur « Bouquet-Bergeries », en lien avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et notamment, l'objectif de participer à l'effort de construction de logements sur le territoire,

Considérant en conséquence qu'il est aujourd'hui nécessaire pour la Ville d'exercer son Droit de Prémption Urbain à l'occasion de la présente aliénation,

## **DECIDE**

### Article 1

D'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, au nom de la Ville, un bien sis 10 rue des Bergeries, à Noisy-le-Sec, situé sur la parcelle cadastrée section V n° 255, composé d'un appartement de 3 pièces, d'une surface habitable de 56,43 m<sup>2</sup> (lot 3), d'une cave (lot 14) et d'un garage (lot 20), au prix fixé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit un montant de 178 500 € (Cent soixante dix huit mille cinq cent euros) dont une commission à la charge de l'acquéreur d'un montant de 8.500 € (Huit mille cinq cent euros), en vue de réaliser les objectifs susvisés.

### Article 2

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

### Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

#### Article 4

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune.

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, 1 Esplanade Jean Moulin, 93007 Bobigny,
- Trésorerie de Seine-Saint-Denis, 5, rue de Lisbonne, 93110 Rosny-sous-Bois,
- Le Président de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, 100 avenue Gaston Roussel, 93230 Romainville,
- La propriétaire du bien, Madame ROEDERER, 10 rue des Bergeries, 93130 Noisy-le-Sec,
- Etude LEVASSEUR-CAPDEVIELLE, 28 rue du 27 août, 77163 Mortcerf,
- Agence Immobilière GUY HOQUET Noisy-le-Sec, 103 rue Jean Jaurès, 93130 Noisy-le-Sec,

Fait à Noisy-le-Sec, le

**31 MAI 2017**

Le Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-président de la Métropole du Grand Paris

**Laurent RIVOIRE**





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/06/2017

Reçu en préfecture le 02/06/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170519-DM17\_72-CC

N° 17-72

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRES PASSEE ENTRE BEATRICE BALCOU ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de réaliser et mettre en espace des œuvres supplémentaires dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, du 24 septembre au 15 juillet 2017,

### **DECIDE**

**Article 1 :** Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec Béatrice Balcou – 12 rue du Fort – 1060 Bruxelles - Belgique, relative à :

- Cession de droits d'exploitation : 1170 € (mille cent soixante dix euros) TTC
- Frais de réalisation : 650 € (six cent cinquante euros) TTC
- Frais de déplacement : 300 € (trois cent euros) TTC

**Article 2 :** Dit que l'avenant à la convention est passée pour la période du 24 septembre au 15 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/06/2017  
Reçu en préfecture le 02/06/2017 N° 17-73  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170519-DM17\_73-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION D'ACCUEIL EN RESIDENCE D'ARTISTE-AUTEUR ENTRE ACHIM LENGERER ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant le projet artistique de l'artiste-auteur dans le cadre de la Résidence Artistique de la Galerie de avril à juillet 2017,

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention passée avec Achim Lengerer, 4 square Crainquebille – 93130 Noisy-le-Sec, relative à :

- Budget de réalisation des œuvres : 3000 € TTC (trois mille euros)
- Frais de déplacement : 300 € TTC (trois cent euros)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la période du 5 avril au 30 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Bobigny
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 19/06/2017

Reçu en préfecture le 19/06/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170614-DM17\_74-CC

DM\_17\_74

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **Avenants n°1 et 2 à la Convention tripartite avec le théâtre des Bergeries et le cabinet Laurent Frölich Recours contre la société Périn, titulaire du marché de surveillance 2014/4550**

Monsieur le maire,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/04-14-01 en date du 14 avril 2014, concernant la délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjointe au maire,

Vu la décision DM\_17\_007,

Considérant la convention d'honoraire conclue avec la régie autonome du Théâtre des Bergeries dont le siège est 5 rue Jean Jaurès (93 130), le cabinet d'avocat Laurent Frölich, dont le siège est 14 rue Castiglione (75001) et notifiée à ce dernier le 26 janvier 2017,

Considérant après étude du conseil juridique en charge du dossier que le litige opposant le théâtre à la société Périn ressortit à la juridiction judiciaire qu'une telle procédure implique le paiement de dépens et plusieurs audiences non prévues par la convention initiale,

Considérant, en conséquence, la nécessité de signer les avenants n°1 et 2 afin de faire aboutir la procédure,

### **DECIDE**

**Article 1 :** La signature les avenants n°1 et 2 à la convention d'honoraire mentionnée qui stipulent que la ville réglera les dépens, 432 euros TTC pour toute audience devant le tribunal de grande instance hors audience de plaidoirie et 540 euros TTC pour l'audience de plaidoirie.

**Article 2 :** Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la commune.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la publicité de l'acte.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont la copie sera transmise à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes dont extrait sera présenté dans le trimestre qui suit la signature de la présente à l'assemblée délibérante.

Fait à Noisy-le-Sec, le

14 JUIN 2017



Monsieur le Maire,  
Par délégation

Marie-Rose Harenger  
Adjointe aux affaires juridiques

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 16/06/2017  
Reçu en préfecture le 16/06/2017  
Affiché le **510 75**  
ID : 093-219300530-20170615-DM17\_75-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Marché public N° 2013/4495

#### **Prestations de maintenance, de réparation et de remise à niveau règlementaire et technique des appareils élévateurs de la Ville de Noisy-le-Sec Approbation de l'avenant n°4 au contrat signé avec la société A2A**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des Marchés Publics, et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de conclure un avenant n°4 au marché de prestations de maintenance, de réparation et de remise à niveau règlementaire et technique des appareils élévateurs de la Ville de Noisy-le-sec,

### DECIDE

**Article 1** : De signer l'avenant n°4 au contrat avec la société A2A, sise 10 rue de Létis à Bézannes (51430),

**Article 2** : Que l'objet de l'avenant est d'intégrer une ligne supplémentaire aux prestations initialement prévues au bordereau des prix en ce qui concerne la maintenance forfaitaire des équipements, suite à l'acquisition d'un élévateur pour personne à mobilité réduite à l'école maternelle Condorcet

**Article 3** : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société A2A,

**Article 4** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction des bâtiments, au service des Marchés Publics et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 15 JUIN 2017

R°/Monsieur le Maire,  
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 20/06/2017 N° D17  
Reçu en préfecture le 20/06/2017  
Affiché le 76  
ID : 093-219300530-20170620-DM17\_76-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4617

### Travaux d'aménagement d'une aire de jeux au stade Huvier Lot 1 : VRD traitement des sous sols et réalisation de la plate forme

#### Approbation du contrat avec la société Alliance TP

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux d'aménagement pour une aire de jeux au stade Huvier suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 1 avec la société Alliance TP sise 291, avenue Roger Guichar à Eragny sur Oise (95610).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire s'élevant à 96 675,83 € H.T. soit 116 011,00 € TTC.

**Article 3:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Alliance TP.

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Voirie circulation et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 20 JUIN 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/08/2017  
Reçu en préfecture le 24/08/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170629-DM17\_77-CC

N° D17  
77

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4615

### Travaux de construction de clôtures et de signalisations verticales sur différents sites

#### Lot 1 : Travaux de construction de clôtures

#### Approbation du contrat avec la société Environnement Services

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de construction de clôtures et de signalisations verticales sur différents sites suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 1 avec la société Environnement Services sise 14, Grande Rue, la ferme du Poitou à Villevaude (77410).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix et le catalogue fournisseur. Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre s'élève à un montant maximum de 100 000 € H.T.

**Article 3:** Que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois. Le nombre de période de reconduction est fixé à 3, la durée de chaque période de reconduction est de 1 an, la durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 4 ans.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Environnement Services.

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 29 JUIN 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/06/2017  
Reçu en préfecture le 29/06/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170629-DM\_17\_78-CC

N° 217

78

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4615

### Travaux de construction de clôtures et de signalisations verticales sur différents sites

#### Lot 2 : Fournitures et poses de signalisation verticale

#### Approbation du contrat avec la société Lacroix

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de construction de clôtures et de signalisations verticales sur différents sites suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 2 avec la société Lacroix signalisation sise 8, Impasse du Bourrelleur à Saint Herblin (44801).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix et le catalogue fournisseur. Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre s'élève à un montant maximum de 30 000 € H.T.

**Article 3:** Que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois. Le nombre de période de reconduction est fixé à 3, la durée de chaque période de reconduction est de 1 an, la durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 4 ans..

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Lacroix signalisation.

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

29 JUIN 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/06/2017 N° 17-79  
Reçu en préfecture le 29/06/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170620-DM\_17\_79-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A USAGE D'ATELIER ET D'HABITATION

#### AU PROFIT DE MONSIEUR ACHIM LENGERER

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attribution à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article 2211-1,

Considérant que La Galerie, Centre d'art contemporain, accueille l'artiste Monsieur Achim Lengerer, à l'issue d'un jury de sélection, en résidence à Noisy-le-Sec du 05 avril 2017 au 30 juillet 2017,

Considérant que Monsieur Achim Lengerer a été choisie par un jury pour son projet artistique qu'il mettra en place avec l'équipe de La Galerie,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec met à disposition un local à usage d'atelier et d'habitation au commissaire d'exposition pour l'accompagnement et le bon fonctionnement de son projet à la Galerie,

### DECIDE

**Article 1** : de signer une convention de mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation situé au 4 square Crainquebille avec Monsieur Achim Lengerer artiste en résidence à La Galerie du 05 avril 2017 au 30 juillet 2017.

**Article 2** : que le local à usage d'atelier et d'habitation mentionné ci-dessus sera mis à disposition à titre gratuit au profit de l'artiste.

**Article 3** : que la convention qui prend effet à compter du 05 avril 2017, arrivera à son terme le 30 juillet 2017.

**Article 4** : que le présent contrat est sans incidence sur le budget en cours,

**Article 5** : ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de Bobigny, Monsieur le Comptable Public de Rosny-sous-bois, à la direction des affaires juridiques, à la Direction de la culture et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Noisy-le-Sec, le 20 juin 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/06/2017 N° 17 80  
Reçu en préfecture le 29/06/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170620-DM\_17\_80-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE SEBASTIEN PLUOT ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « A HOUSE OF STONE »)

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur d'écrire un texte publié sur tous les documents liés à l'activité de la Galerie dans le cadre de l'exposition « A House Of Stone » présentée du 23 septembre au 16 décembre 2017.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Sébastien PLUOT, demeurant 6, rue Charles François Dupuis, 75003 Paris, relative à :

- droits d'auteur 2150 Euros TTC (Deux Mille Cent Cinquante euros toutes taxes comprises) ;

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 22 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 20 juin 2017

Po le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/06/2017 N° 17-81  
Reçu en préfecture le 29/06/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170621-DM\_17\_81-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DANS LE CADRE D'UNE RESIDENCE ARTISTIQUE DE COMMISSAIRE D'EXPOSITION PASSEE ENTRE MAUD JACQUIN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION: « A HOUSE OF STONE »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

**Considérant la proposition de Maud JACQUIN, commissaire d'exposition en résidence pour accompagner une production d'exposition à la Galerie, intitulée « A Housse of Stone », du 23 septembre 2017 au 16 décembre 2017.**

## DECIDE

**Article 1 :** Approuve la convention de commissaire d'exposition passée avec Maud JACQUIN, demeurant 1109 43rd road apt2 – Long Island City New York 11101 Etats-Unis pour :

- ses honoraires : une somme forfaitaire de 2150 € TTC (Deux mille cent cinquante euros Toute Taxe Comprise) TTC

**Article 2 :** Dit que la convention est passée pour la période ci-dessus mentionnée et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 juin 2017

P/o le Maire  
**Laurent RIVOIRE**  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



**Jean THARY**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/06/2017 N° 17-82  
Reçu en préfecture le 30/06/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170630-DM17\_82-AI

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR UN PAVILLON SIS 30 RUE DE MERLAN A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.210-1 et suivants, L.211-2, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.213-1 et suivants, R.213-14 et R.213-15 ;

Vu l'arrêté n° 2017-662 portant délégation à Monsieur Jean-Charles NEGRE, 2<sup>ème</sup> vice-président ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2012 ;

Vu le Protocole de Préfiguration d'Est Ensemble signé le 24 mars 2017 dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), par délibération du Conseil Municipal n°2017-09 en date du 1<sup>er</sup> décembre 2017 ;

Vu la décision n° 2017/322, en date du 15 juin 2017, portant délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 30 rue de Merlan à Noisy-le-Sec, parcelle cadastrée AJ 35 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en Préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération en date du 23 mai 2013 reçue en préfecture le 3 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal, n° 2014/14-04.01, en date du 14 avril 2014, reçue en Préfecture le 17 avril 2014, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le Droit de Préemption Urbain ;

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° 2017-162, réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 27 avril 2017, dans le cadre du droit de préemption urbain renforcé, concernant la cession d'un pavillon, d'une surface habitable de 65,44 m<sup>2</sup> (lot 2), sis 30 rue de Merlan, implantée sur la parcelle cadastrée section AJ, n° 35, appartenant à Monsieur RACINE Stéphane, au prix de 120 000 € (Cent vingt mille euros) ;

Vu la délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 30 rue de Merlan, à Noisy-le-Sec ;

Vu la demande de visite notifiée au propriétaire et à son mandataire le 17 mai 2017 conformément à l'article L. 213-2 et D. 213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu le courrier d'acceptation de la visite, suite à la demande de la mairie de Noisy-le-Sec, par le notaire, Maître AUBERGER, en date du 19 mai 2017 ;

Vu la visite du bien en présence de Madame CAPRON, Agence immobilière LAFORET IMMOBILIER, mandatée par le propriétaire, Madame BELLANCE, Ville de Noisy-le-Sec et Madame BELLANCE, Ville de Noisy-le-Sec, en date du 7 juin 2017 ;

Vu le rapport contradictoire établi à la suite de la visite effectuée le 7 juin 2017, portant ainsi le délai d'instruction de la déclaration d'intention d'aliéner au 7 juillet 2017 ;

Vu l'avis France Domaine en date du 23 mars 2017 ;

Considérant la volonté de la Ville dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables de renouveler les tissus mixtes d'habitat et d'activités et de favoriser la réalisation de programme de logements de qualité, intégré à l'environnement urbain du quartier ;

Considérant les objectifs en matière de programmation de logements et de construction de logements sociaux inscrits dans le Programme Local de l'Habitat d'Est Ensemble ;

Considérant les objectifs de reconstitution de l'offre de logements sociaux inscrits au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) signé le 24 mars 2017 ;

Considérant l'opportunité pour la Ville de mener une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme dont la mise en œuvre nécessite de disposer d'une telle emprise foncière ;

Considérant la volonté de la Ville de procéder au réaménagement du bâti existant pour réaliser une nouvelle offre de logement social ;

Considérant en conséquence qu'il est aujourd'hui nécessaire pour la Ville d'exercer son Droit de Préemption Urbain à l'occasion de la présente aliénation ;

## **DECIDE**

### Article 1

D'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, au nom de la Ville, un bien sis 30 rue de Merlan, à Noisy-le-Sec, situé sur la parcelle cadastrée section AJ n° 35, composé concernant la cession d'un pavillon, d'une surface habitable de 65,44 m<sup>2</sup> (lot 2), au prix fixé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit un montant de 120 000 € (Cent vingt mille euros) dont une commission à la charge de l'acquéreur d'un montant de 11 500 € (Onze mille cinq cent euros), en vue de réaliser les objectifs susvisés.

### Article 2

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

### Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.



#### Article 4

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune.

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, 1 Esplanade Jean Moulin, 93007 Bobigny,
- Trésorerie de Seine-Saint-Denis, 5, rue de Lisbonne, 93110 Rosny-sous-Bois,
- Le Président de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, 100 avenue Gaston Roussel, 93230 Romainville,
- Le propriétaire du bien, Monsieur RACINE Stéphane, 30 rue Emile Zola, 45000 Orléans,
- Maître AUBERGER Yves, 151 bis Route Nationale, 45140 Ingre,
- L'acquéreuse du bien, Madame HABAUT Léa, 45 boulevard Victor Hugo, 93400 Saint-Ouen,

Fait à Noisy-le-Sec, le

**30 JUIN 2017**

Le Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-président de la Métropole du Grand Paris

**Laurent RIVOIRE**






DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 03/07/2017  
Reçu en préfecture le 03/07/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170703-DM17\_83-CC

N° D17  
83

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MIGRATION DU LOGICIEL POLICE PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE Approbation du contrat signé avec Edicia

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics, et notamment 30.I.3°.c relatif à la protection du droit d'exclusivité,

Considérant la nécessité d'assurer la migration du logiciel POLICE pour la Direction des systèmes d'informations,

#### DECIDE

**Article 1** : De signer le contrat avec Edicia sise 1, rue Alessandro Volta à Carquefou cedex (44 470) ;

**Article 2** : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 21 540 € H.T. par an.

**Article 3** : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Edicia pour une durée d'un an, que le contrat n'est pas reconductible.

**Article 4** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours ;

**Article 5** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/07/2017  
Reçu en préfecture le 04/07/2017 N° **D17**  
Affiché le **86**  
ID : 093-219300530-20170703-DM17\_84\_V

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4618

### Travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec Lot 3 : Equipements sportifs (tribune modulaire, paniers de baskets, buts de hand, écran d'affichage)

#### Approbation du contrat avec la société KIP SPORT

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 3 avec la société KIP SPORT sise 52 Rue Henri Becquerel à Chelles (77503).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire s'élevant à 32 502,00 € TTC.

**Article 3:** Que la durée d'exécution du marché public pour le lot 3 est de 5 semaines.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société KIP SPORT.

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 03 JUL. 2017

P<sup>o</sup>/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/07/2017

Reçu en préfecture le 04/07/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170703-DM17\_85-AI

N°

D17

85

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4618

### Travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec Lot 1 : VRD – désamiantage - gros œuvre - second oeuvre

#### Approbation du contrat avec la société Alter Bâtiment

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour l'offre de base du lot 1 avec la société Alter Bâtiment sise 5 Rue René Laennec à DRANCY (93700).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire s'élevant à 475 472,06 € TTC.

**Article 3:** Que la durée d'exécution du marché public pour le lot 1 est de 4 mois.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Alter Bâtiment.

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune

Noisy-le-Sec, le 03 JUL. 2017

P<sup>r</sup>M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/07/2017  
Reçu en préfecture le 04/07/2017 N° 217  
Affiché le 86  
ID : 093-219300530-20170703-DM17\_86-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4618

### Travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec Lot 2 : Electricité – ventilation - sanitaire

#### Approbation du contrat avec la société R2ET

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation et d'extension du gymnase Visinoni à Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 2 avec la société R2ET sise 132/134 Boulevard Aristide Briand à Montreuil (93100).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire s'élevant à 109 277,76 € TTC.

**Article 3:** Que la durée d'exécution du marché public pour le lot 2 est de 24 jours.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société R2ET.

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 03 JUIL. 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 03/07/2017  
Reçu en préfecture le 03/07/2017 N° 217  
Affiché le 87.  
ID : 093-219300530-20170703-DM17\_87-C6

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Marché public N° 2014/4511**

**DEPANNAGE, MAINTENANCE ET TRAVAUX DES BATIMENTS COMMUNAUX**  
**Lot n°10 : Dépannage, maintenance et travaux de menuiseries extérieures**

**Approbation de l'avenant n°2 au contrat signé avec la société FMD**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 139,

Considérant la nécessité de conclure un avenant n°2 au marché de dépannage, maintenance et travaux de charpente, couverture et étanchéité,

### DECIDE

**Article 1** : De signer l'avenant n°2 au contrat conclu avec la société FMD, sise 19/29 rue de Seine à Vitry-sur-Seine (94 400 Cedex),

**Article 2** : Que l'objet de l'avenant est d'intégrer un nouveau prix pour la maintenance préventive de la barrière levante automatique du centre administratif, sans incidence sur le montant du marché initial à bons de commandes conclu sans montant minimum ni montant maximum,

**Article 3** : Que le prix de la prestation supplémentaire s'élève à 200 Euros H.T.,

**Article 4** : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société FMD,

**Article 5** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

03 JUL. 2017

P<sup>r</sup> Monsieur le Maire,  
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/07/2017 N° D1A  
Reçu en préfecture le 05/07/2017  
Affiché le 88  
ID : 093-219300530-20170705-DM17\_88-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4612 Prestations préalables à la réalisation d'opérations de gestion et de transaction foncières et immobilières Lot 2 : réalisation de diagnostics Approbation du contrat avec la société Qualiconsult

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des prestations préalables à la réalisation d'opération de gestion et de transactions foncières et immobilières suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 2 avec la société Qualiconsult immobilier sise 15 rue de l'Université à Noisy-le-Grand (93160)

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix et le catalogue du fournisseur. Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre s'élève à un maximum de 15 000 € H.T. pour le lot 2.

**Article 3:** L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, le nombre de périodes de reconductions est fixé à 2. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 3 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Qualiconsult

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Aménagement et stratégie territoriale et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

05 JUL. 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/07/2017 N° 17-89

Reçu en préfecture le 10/07/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170706-DM17\_89-AU

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### DEMANDE DE SUBVENTION REGIONALE DANS LE CADRE DU BOUCLIER SECURITE POUR L'EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEO PROTECTION

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relatives aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Vu la délibération du Conseil Régional d'Ile de France n° CP16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité,

Considérant la nécessité de poursuivre l'extension du système de vidéo protection de la commune dans le cadre de sa politique de tranquillité publique,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter auprès du conseil régional d'Ile de France une subvention pour l'extension du système de vidéo protection déjà existant.

## DECIDE

Article 1 : Demander une subvention de 63 995 € auprès du conseil régional d'Ile de France pour réaliser une extension du système de vidéo protection.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 6 juillet 2017

**Laurent RIVOIRE**

Maire de Noisy-le-Sec

Vice-Président de la Métropole du Grand Paris





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/07/2017  
Reçu en préfecture le 10/07/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170710-DM17\_90-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4612

### Prestations préalables à la réalisation d'opérations de gestion et de transaction foncières et immobilières

Lot 1 : prestations de géomètres

Approbation du contrat avec la société Geofit Expert

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,

Considérant la nécessité d'effectuer des prestations préalables à la réalisation d'opération de gestion et de transactions foncières et immobilières suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 1 avec la société Geofit Expert sise 7 rue du Fossé Blanc à Gennevilliers (92230)

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix et le catalogue du fournisseur. Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre s'élève à un maximum de 40 000 € H.T. pour le lot 1.

**Article 3:** L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, le nombre de périodes de reconductions est fixé à 2. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 3 ans.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Geofit Expert,

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Aménagement et stratégie territoriale et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 JUL. 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/07/2017  
Reçu en préfecture le 11/07/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170711-DM17\_91-CC

N° D17  
91

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4614 Contrôles alimentaires par analyses bactériologiques Approbation du contrat signé avec le laboratoire AGROBIO

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, autorisant la conclusion d'un marché à procédure adaptée,

Considérant la nécessité d'effectuer des contrôles périodiques de la qualité micro-biologique pour les établissements de la Ville de Noisy-le-Sec,

#### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec le laboratoire AGROBIO sis Rue Paul Girod, bâtiment 2 – Pôle d'activités d'Ecouves à DAMIGNY (61250),

**Article 2 :** Que le montant des commandes est compris entre un montant minimum de 3 000.00 € H.T. et un montant maximum de 8 000.00 € H.T. pour la période initiale de douze mois reconductible deux fois,

**Article 3 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification au laboratoire AGROBIO,

**Article 4 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 5 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Enfance Education et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

11 JUL. 2017

Noisy-le-Sec, le

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/07/2017  
Reçu en préfecture le 18/07/2017 N° 17\_92  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170703-DM17\_92-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'ŒUVRE ET DE CESSION DE DROIT DE DIFFUSION PASSEE ENTRE EMMANUELLE LAINE ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (CONVENTION CULTURE ET SOCIETE)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de créer une œuvre correspondant à une vidéo, dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, pour le 16 juin 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre et de cession de droit de diffusion passée avec Emmanuelle LAINE, sise 2, rue Turcon 13007 Marseille, relative à :

- Honoraires artistiques : 1000 € (mille euros) TTC
- Frais de réalisation : 100 € (cent euros) TTC
- Frais, maximum de déplacement, d'hébergement et de repas : 500 € (cinq cent euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 14 juin 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 juillet 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/07/2017  
Reçu en préfecture le 18/07/2017 N° 17 93  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170710-DM17\_93-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE  
PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION DEBRIDES ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART  
CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)  
ABROGATION DE LA DECISION N°17\_68 DU 10/05/2017**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre performative dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, du 19 mai au 2 juin 2017

### DECIDE

**Article 1 :** Modifie la décision n°17-68 du 10 mai 2017 relative à :

- Honoraires artistiques : 900 € (neuf cent euros) TTC
- Frais de déplacement : 150 € (cent cinquante euros) TTC
- Frais de réalisation : 1 200 (mille deux cent euros) TTC

**Article 2 :** Approuve la convention de production d'œuvre passée avec l'association Débrides, sise 41 rue du Pré Saint Gervais, 93500 Pantin, relative à :

- Frais de réalisation et de production : 970 € (neuf cent soixante dix euros) TTC
- Frais de conception et d'interprétation : 9 850 € (neuf mille huit cent cinquante euros) TTC

**Article 3 :** Dit que la convention est passée pour la date du 19 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 4 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 juillet 2017

Plo le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/07/2017  
Reçu en préfecture le 18/07/2017 N° 17\_94  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170710-DM17\_94-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR  
PASSEE ENTRE MARIE PROYART ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART  
CONTEMPORAIN (EXPOSITION «A HOUSE OF STONE IN A METROPOLIS USING ALL AVAILABLE  
LIGHTNING INHABITED BY THOSE WHO INVITE OTHERS »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur artiste graphiste de créer un principe graphique décliné sur différents supports de communication dans le cadre l'exposition " *A housse of stone in a metropolis using all available lightning inhabited by those who invite others* » pour la date du 18 septembre 2017.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie Proyart sise 8 rue Polonceau – 75008 Paris, relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 200 € TTC (Deux cent euros)
- Droits d'auteur, montant forfaitaire : 3360,50 € TTC (Trois mille trois cent soixante euros cinquante centimes)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 28 juin 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 10 juillet 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/07/2017

Reçu en préfecture le 18/07/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170710-DM17\_95-CC

N° 17 95

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE GERALDINE GOURBE ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur d'écrire un texte et sa présentation orale autour de sa recherche développée dans son livre « In the Canyon, Revise The Canon-Savoir utopique, pédagogie radicale et artiste community art space en Californie du Sud », dans le cadre du projet artistique « La Presse » de l'artiste Achim Lengerer de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures 3 sur 3 » présentée à La Galerie pour le 5 mai 2017,

## DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Géraldine GOURBE, demeurant 11, rue Robert Douineau 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire, relative à :

- droits d'auteur 200€ TTC (Deux cent euros toutes taxes comprises) ;
- frais de déplacement à hauteur de 68€ TTC (Soixante huit euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 4 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 juillet 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 17-96

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/07/2017

Reçu en préfecture le 18/07/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170718-DM17\_96-AU

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### DEMANDE DE SUBVENTION REGIONALE DANS LE CADRE DU BOUCLIER SECURITE POUR L'EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEO PROTECTION

#### DECISION ABROGEANT LA DECISION N°17-89 DU 6 JUILLET 2017

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relatives aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Vu la délibération du Conseil Régional d'Ile de France n° CP16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité,

Considérant la nécessité de poursuivre l'extension du système de vidéo protection de la commune dans le cadre de sa politique de tranquillité publique,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter auprès du conseil régional d'Ile de France une subvention pour l'extension du système de vidéo protection déjà existant.

Considérant qu'il y a une erreur sur le montant de la subvention sollicitée dans la décision n°17-89 du 6 juillet 2017.

### DECIDE

Article 1 : La décision n°17-89 du 6 juillet 2017 est abrogée.

Article 2 : Demander une subvention de 19 198,50 € HT auprès du Conseil Régional d'Ile de France pour réaliser une extension du système de vidéo protection.

Article 3 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 4 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 6 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 18 JUL. 2017



**Laurent RIVOIRE**

Maire de Noisy-le-Sec

Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 20/07/2017 N° 17-97  
Reçu en préfecture le 20/07/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170713-DM17\_97-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de partenariat proposée par le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNSMDP) pour cinq concerts qui auront lieu les 22 décembre 2017 à 15h , puis en 2018 à 20h les 31 janvier, 28 mars, 11 avril et 30 mai au Nouveau Conservatoire de Noisy-le-Sec, dans le cadre de « Le Cercle à Musique ».

#### DECIDE

Article 1: Approuve la convention de partenariat passée avec le CNSMDP sis 209 rue Jean Jaurès – 75019 Paris, pour un montant total de 7 244 € euros net (sept mille deux cents quarante quatre euros net), ventilé selon l'article 5 de ladite convention.

Article 2: Précise que cette convention est passée pour les représentations ci-dessus mentionnées pour le concert de fin d'année (22 décembre 2017) et la saison 2018 de « Le Cercle à Musique » et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3: Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4: La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5: La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 13 juillet 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 26/07/2017

Reçu en préfecture le 26/07/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170724-DM17\_98-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MAINTENANCE TECHNIQUE DE LA LIAISON D'ALARME POLICE B2P RAMSES EVOLUTION II Approbation du contrat signé avec la société GS4

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance technique de la liaison d'alarme Police B2P Ramses Evolution II pour les services de la Police Municipale,

### DECIDE

**Article 1** : De signer le contrat avec la société GS4, sise 10 rue Saint Nicolas – 75012 PARIS.

Pour une période initiale d'un an à compter du 11/09/17 renouvelable chaque année par tacite reconduction.

**Article 2** : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 700,00 € H.T. par an.

**Article 3** : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société GS4.

**Article 4** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 26 JUIL. 2017

Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/08/2017 N° **D 1799**  
Reçu en préfecture le 01/08/2017  
Affiché le **SLOV**  
ID : 093-219300530-20170801-DM17\_99\_V-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE MARCHE N° 17/4625

#### Approbation du contrat signé avec AATLANTIDE

**Objet : Acquisition et maintenance d'un module informatique « Acteur DM » pour la gestion des dossiers médicaux**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics, et notamment 30.I.3°.c relatif à la protection du droit d'exclusivité,

Considérant la nécessité de mettre en œuvre le module informatique de gestion des dossiers médicaux « ActeurDM » en interface avec l'utilisation actuelle du module de feuilles de soins électroniques « ActeurFSE » et d'assurer sa maintenance,

#### DECIDE

**Article 1** : De signer le contrat avec Aatlantide sise 11A, Chemin de la Dhuy à Meylan (38 240) ;

**Article 2** : Que le montant de cette prestation s'élève à 30 247 € H.T soit 36 296, 40 € T.T.C,

**Article 3** : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Aatlantide pour une durée de 2 ans, que le contrat n'est pas reconductible,

**Article 4**: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours ;

**Article 5** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

- 1 AOUT 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/08/2017  
Reçu en préfecture le 01/08/2017 N° 17-100  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170721-DM17\_100-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION PASSE ENTRE L'ASSOCIATION « UNIVERSAL MUSIC ENSEMBLE » ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-18 et L2122-22,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Association « **Universal Music Ensemble** » pour une représentation qui aura lieu à **16H le 18 novembre 2017 au « Conservatoire Nadia et Lili Boulanger » 41 rue Saint Denis à Noisy-le-Sec** dans le cadre du Festival du Film Franco Arabe 6<sup>ème</sup> édition,

#### D E C I D E

Article 1 : Approuve le contrat de cession passé avec l'Association « **Universal Music Ensemble** », domiciliée **45, boulevard Michelet – 93130 Noisy-le-Sec**, pour un montant de **1.000 euros net** (mille euros net).

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du **18 novembre 2017** et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 21 juillet 2017

P/o le Maire, **Laurent RIVOIRE**  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

  
**Jean THARY**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/08/2017  
Reçu en préfecture le 02/08/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170802-DM17\_101-CC

N° D.17-101

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4617

### Travaux d'aménagement d'une aire de jeux au stade Huvier Lot 2 : aménagement d'une aire de jeux

#### Approbation du contrat avec la société GOGY

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation de pouvoir attribué à Monsieur le Maire par le conseil municipal en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Mme Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux d'aménagement pour une aire de jeux au stade Huvier suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat pour le lot 2 avec la société Gogy sise 12 ter rue de Paris à Gonesse (95500).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire s'élevant à 69 334,00 € H.T. soit 83 200,80 € TTC.

**Article 3:** Que le délai d'exécution des prestations est de 10 semaines à compter de la notification du marché.

**Article 4:** Que le marché prendra effet à compter de sa notification à la société Gogy.

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le - 2 AOUT 2017

P/M. Le Maire Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

(DAJA)



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/08/2017 N° D171  
Reçu en préfecture le 07/08/2017  
Affiché le 102  
ID : 093-219300530-20170807-DM17\_102-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Marché public N° 2015/4569

### Entretien des espaces verts, squares, mails et espaces sportifs de la Ville de Noisy-le-Sec Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec la société PINSON

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le marché public n° 2015-4569 passé avec la société Pinson,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 139,

Considérant la nécessité de conclure un avenant au marché de prestations d'entretien des espaces verts, squares, mails et espaces sportifs de la ville de Noisy-le-Sec,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer l'avenant n°1 au contrat avec la société Pinson, sise 13, avenue des Cures à Andilly (95 580),

**Article 2 :** Que l'avenant a pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 30 septembre 2017 et d'augmenter le montant maximum du marché de 13 000 euros HT pour la période allant du 10 juin 2016 au 30 septembre 2017 ce qui porte le montant maximum du marché pour cette période à 108 000 euros HT,

**Article 3 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 7/08/2017

P°/Monsieur le Maire,  
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/08/2017 N° D17  
Reçu en préfecture le 07/08/2017  
Affiché le 103  
ID : 093-219300530-20170807-DM17\_103-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Marché public N° 2013/4486**

**Prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI, diagnostic amiante et études géotechniques  
Lot n°3 : Missions de coordination système de sécurité incendie**

**Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec la société QCS SERVICES**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le marché public n° 201366-4486 et notamment son lot 3 « Missions de coordination système de sécurité incendie » passé avec la société Qualiconsult Sécurité,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 139,

Considérant le transfert de la branche d'activités et des contrats afférents,

Considérant la nécessité de conclure un avenant au marché de prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI, diagnostic amiante et études géotechniques,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer l'avenant n°1 au contrat avec la société QCS SERVICES, sise 1 bis rue du Petit Clamart à Vélisy (78 941), Vélisy-Villacoublay Cedex,

**Article 2 :** Que l'avenant a pour objet de prendre en compte le transfert du marché dans l'ensemble de ses droits et obligations à la société QCS SERVICES à compter du 2 Mars 2015, date de la cession de l'activité, sans incidence financière sur le montant du marché initial.

**Article 3 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 7/08/2017

P°/Monsieur le Maire,  
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 23/08/2017  
Reçu en préfecture le 23/08/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170823-DM17\_104-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4616

### Entretien des vêtements haute visibilité des agents municipaux Approbation du contrat conclu avec l'ESAT "LES ATELIERS DES GEMEAX"

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment ses articles 27 et 55-IV,

Considérant la nécessité d'entretenir les vêtements haute visibilité des agents municipaux,

Considérant l'élimination au stade de l'attribution, en application de l'article 55-IV du décret pré cité, de la candidature de l'entreprise SUNPRESS qui n'a pas délivré l'attestation de l'Urssaf valide dans les délais impartis,

Considérant la nécessité de solliciter le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat avec la société Les ateliers des Gémeaux sise 40-48 avenue de l'Europe à EMERAINVILLE (77 184) pour l'offre de base et la prestation supplémentaire relative à la traçabilité des articles,

**Article 2:** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre s'élève à un maximum de 15 000,00 € H.T. pour l'offre de base et la prestation supplémentaire.

**Article 3 :** Que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Les ateliers des Gémeaux.

**Article 5:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 6:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 23/08/2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 23/08/2017

Reçu en préfecture le 23/08/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170724-DM17\_105-CC

N° 17 105

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE HELENE DELEAN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant, la proposition de l'artiste de créer une œuvre, édité dans le journal « Scripting#49 » dans le cadre du projet artistique « La Presse » de l'artiste Achim Lengerer à la Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, pour l'exposition : « Tes mains dans mes chaussures ».

Considérant, que l'œuvre devra être réalisée lors d'ateliers les 19 juillet et 28 et 29 septembre 2017, pour une présentation le 27 octobre 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec Hélène Déléan, sise 37, rue Labat 75018 Paris, relative à :

- Honoraires artistiques : 350 € TTC (Trois cent cinquante euros toutes taxes comprises)
- Frais de repas à hauteur de 45 Euros TTC (Quarante cinq euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 18 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 juillet 2017

P/o Le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
Chargé de la Culture et du Patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 23/08/2017  
Reçu en préfecture le 23/08/2017 N° 17 106  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170721-DM17\_106-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE VANESSA DESCLAUX ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant, La Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteure un texte édité dans le journal « Sripting#49 » et sa présentation orale, dans le cadre du projet artistique « La Presse » de l'artiste Achim Lengerer.

Considérant, que l'écriture du texte devra être réalisée lors d'ateliers les 18, 19 juillet et 28 et 29 septembre 2017, pour une présentation le 27 octobre 2017.

## DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Vanessa DESCLAUX, demeurant 56 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, relative à :

- Droits d'auteur 400 Euros TTC (Quatre cent euros toutes taxes comprises) ;
- Frais de repas à hauteur de 60 Euros TTC (Soixante euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 18 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 juillet 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
Chargé de la Culture et du Patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 23/08/2017  
Reçu en préfecture le 23/08/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170823-DM17\_107-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE BEN KINMONT ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « A HOUSE OF STONE »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace un ensemble d'œuvres correspondant aux caractéristiques suivantes : Œuvres conceptuelles sous forme d'archives et d'actions en direction des publics du centre d'art, dans le cadre de l'exposition « A House of Stone » à La Galerie, le 22 septembre 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec Ben KINMONT, sise 684 North Main Street Sebastopol, CA 95472 Etats-Unis, relative à :

- Rémunération artistique : 2500 € TTC (deux mille cinq cents euros toutes taxes comprises)
- Frais de déplacement à hauteur maximum de : 1000 € TTC (mille euros toutes taxes comprises)
- Frais de Réalisation : 1000 € TTC (mille euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 23 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 23 août 2017

Monsieur Le Maire  
  
**Laurent RIVOIRE**  
(Galerie)